

Unité départementale de Vaucluse

Avignon, le 1^{er} avril 2021

Affaire suivie par : Subdivision 1
Tél. : 04.88.17.89.33

N°S3IC : 64-1421
Réf. : D-0032-2021-UD84-Sub1
D/SPR/VJ/306/2021

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société DELTA DÉCHETS – Établissement d'Orange.
Fin d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux non inertes.

Référence : Dossier de fin d'exploitation adressé par l'exploitant par courrier du 31 juillet 2020
(transmission DDPP du 6 août 2020).

PJ : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. ACTIVITÉS ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La société DELTA DÉCHETS a exploité entre 1994 et mai 2019 le centre de stockage de déchets non dangereux du Coudoulet à Orange. Au cours de cette période, environ 3 000 000 de tonnes d'ordures ménagères résiduelles, d'encombrants, des déchets ultimes d'activités économiques, de refus de tri et de mâchefers (utilisés en tant que matériaux d'exploitation) ont été enfouis.

Cette activité de stockage relève du régime de l'autorisation environnementale ; elle a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 24 juin 1994, abrogé et remplacé par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1998 modifié.

Le dossier visé en référence transmis au Préfet par courrier du 31 juillet 2020 présente une synthèse des travaux de réaménagement final du centre de stockage, et une proposition de suivi post-exploitation, conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Parallèlement à cette activité de stockage, la société DELTA DÉCHETS a mis en service en septembre 2015 un centre de tri, transit, regroupement de déchets d'activité économiques. Cette activité qui relève du régime de la déclaration a été vendue à la société PAPREC GRAND Est le 1^{er} avril 2019 (déclaration de changement d'exploitant en date du 3 octobre 2019).

2. PRÉSENTATION SUCCINCTE DU DOSSIER DE FIN D'EXPLOITATION

2.1. Réaménagement final

Les travaux de réaménagement ont débuté en 2006, avec dans un premier temps le réaménagement des talus et se sont terminés en 2019, avec le réaménagement sommital, qui a été réalisé en grande partie en co-activité avec la fin de l'exploitation. Le plan de phasage des travaux est présenté en page suivante.

La couverture finale mise en œuvre sur le centre de stockage a été réalisée conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1998, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 juin 2006, du 18 mars 2016 et du 1^{er} mars 2019.

Les dispositions ministérielles de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, entrée en application le 1^{er} juillet 2016, ont été prises en compte, notamment celles relatives aux contrôles de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Le dossier transmis par l'exploitant regroupe l'ensemble des contrôles précités pour les travaux de couverture réalisées après le 1^{er} juillet 2016.

La couverture du dôme a enfin étéensemencée avec des espèces locales, choisies pour leur développement en surface avec des rhizomes, permettant d'assurer un rôle mécanique de tenue de la terre, sans remettre en cause l'intégrité de la géomembrane par un développement racinaire profond. Des chênes et des cyprès sont présents en périphérie du site.

Le relevé topographique présenté en annexe du dossier de l'exploitant permet de constater un respect du profil final du dôme réaménagé, avec notamment des pentes de talus respectées. Le point haut du dôme est également respecté avec une côte réelle de 88,50 m NGF pour 89 m NGF autorisé.

L'ensemble des équipements non nécessaires à la post-exploitation ont été évacués :

- les engins d'exploitation liés au traitement des déchets ont été vendus ;
- les bennes permettant de protéger la zone d'exploitation du vent ont été découpées, puis orientées vers une filière de valorisation (GDE) ;
- les rampes de brumisation ont été démontées sur tout le linéaire et récupérées par le prestataire Westrand. De même, le local technique abritant notamment le compresseur et les produits a été récupéré par le prestataire.

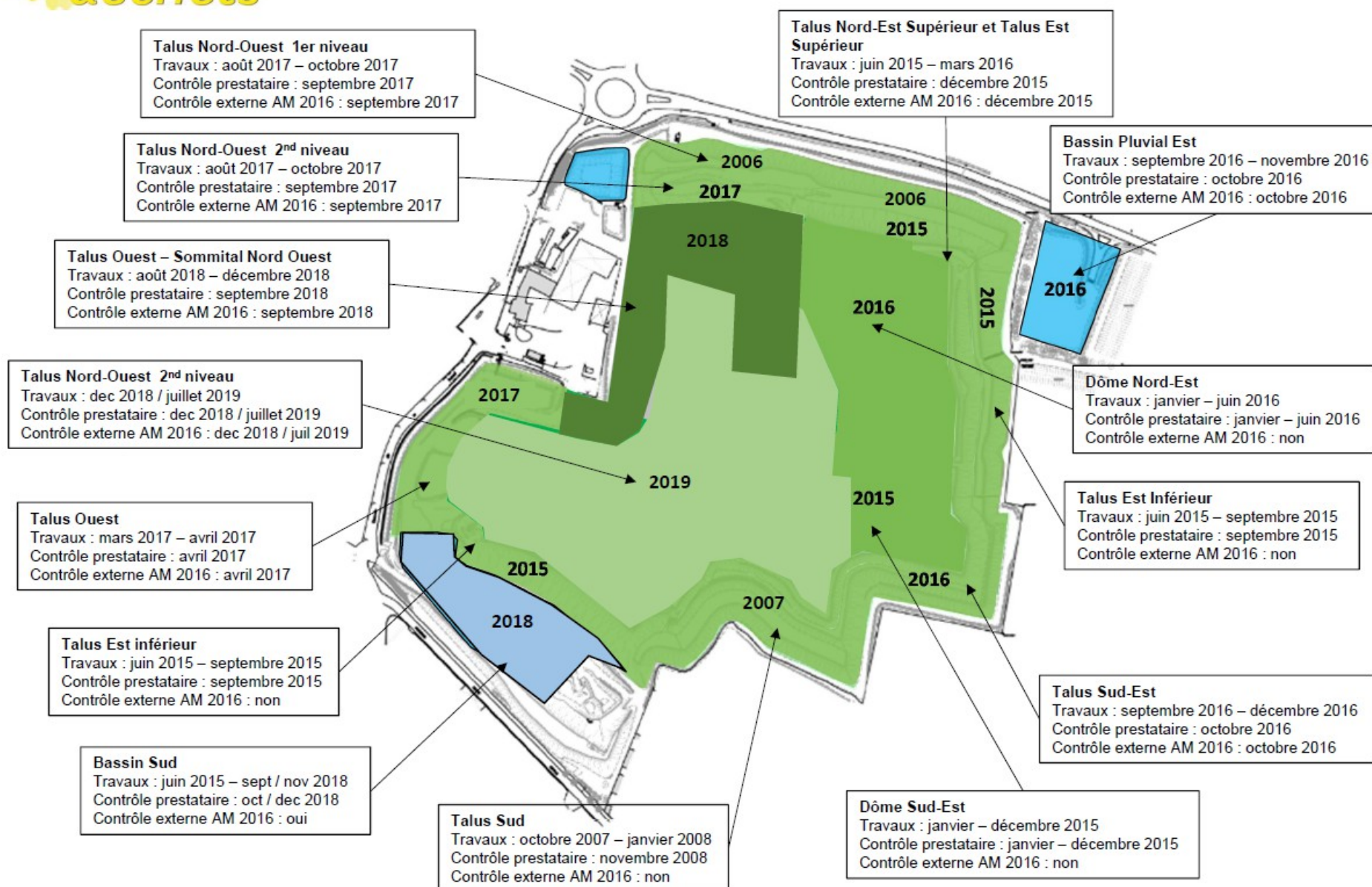


Figure I - Plan de phasage des travaux de réaménagement

2.2. Gestion des eaux pluviales

Conformément aux dispositions de l'article 8.1. de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1998 modifié, le centre de stockage dispose de quatre bassins de gestion des eaux pluviales d'une capacité globale de 43 200 m³ (voir plan en page suivante) :

- trois bassins assurent la collecte des eaux de ruissellement sur le dôme réaménagé :
 - 1 bassin de 24 000 m³ au Sud (dit bassin C),
 - 1 bassin de 13 000 m³ au Nord-Est (dit bassin B),
 - 1 bassin de 5 500 m³ au Nord-Ouest (dit bassin A),
- 1 bassin de 700 m³ au Nord-Ouest assure la collecte des eaux de voirie à l'entrée du site.

Les eaux collectées dans les bassins B et C sont dirigées vers le bassin A, connecté à l'unique point de rejet vers le milieu naturel.

Le bassin C est relié gravitairement au bassin A par une canalisation enterrée en béton. Une pompe de relevage permet de compléter la vidange totale du bassin.

La topographie ne permettant pas de liaison gravitaire entre le bassin B et le bassin A, un réseau aérien de pompage à déclenchement automatique, a été mis en place pour assurer la vidange du bassin B vers le bassin A.

Le bassin voirie est relié au bassin A par un débourbeur-désuileur. Ce dernier qui datait de 2003 a été déposé en 2019 et remplacé par un nouvel équipement d'une capacité supérieure.

Le point de rejet unique dans le milieu naturel (ruisseau La Meyne) se situe dans un local situé au Nord-Est du site. Le bassin A est relié gravitairement à ce point de rejet.

La mise en place de pompes avec flotteurs dans les bassins B et C, associée à un écoulement gravitaire au niveau du bassin A permet de gérer l'évacuation des eaux pluviales de manière automatisée et sans intervention humaine.



Figure II - Gestion des eaux pluviales

2.3. Collecte et traitement du biogaz

Collecte du biogaz

Pour compléter les dispositifs de captage existants, de nouveaux forages biogaz ont été réalisés afin de densifier le réseau et limiter les émissions diffuses. Il y a eu 50 nouveaux forages réalisés de septembre 2018 à avril 2019.

Toutes les têtes de forage ont été reprises afin de pouvoir souder la géomembrane de couverture pour garantir une bonne étanchéité, mais également pour mettre en place un système coulissant afin de pouvoir absorber les tassements à venir.

L'ensemble des puits mixtes biogaz/lixiviats réalisé en PEHD ont été contrôlés pour garantir leur étanchéité.

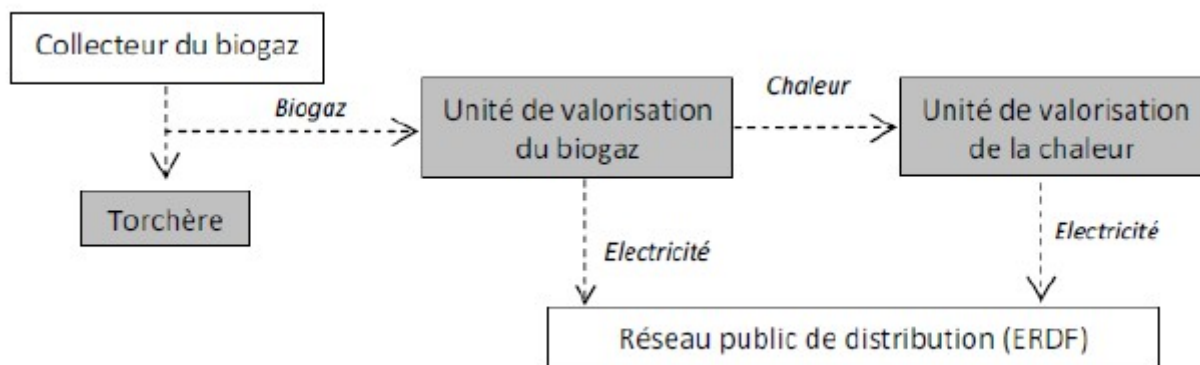
En avril 2020, l'exploitant a fait réaliser par la société RIQUIER ETUDES ENVIRONNEMENT des mesures de biogaz en surface. Ces dernières ont consisté dans un premier temps à des mesures à l'aide d'un capteur à technologie « laser ». Dans un deuxième temps, un autre passage a été effectué à l'aide d'un capteur FID (détecteur à ionisation de flammes) sur les zones à plus fortes anomalies, permettant de confirmer la présence de ces anomalies et de mieux préciser leur localisation.

Pour 88 % des points de mesures, les émissions diffuses de méthane sont basses et considérées par le bureau d'étude comme étant normales et sans anomalies. Cette valeur élevée témoigne de la qualité du réaménagement final réalisé, d'après le bureau d'étude. Pour 12 % des points de mesures, le bureau d'étude relève des anomalies significatives, comprises entre 100 à 10 000 ppm. L'exploitant précise par rapport à ces points singuliers qu'il s'agit principalement d'ouvrages de fort diamètre (puits mixte avec tube annelé de 1 500 mm), pour lesquels, malgré un raccordement par soudure à la géomembrane, il est délicat d'obtenir une étanchéité parfaite. Il précise que le centre de stockage n'a fait l'objet d'aucune plainte pour nuisance olfactive depuis sa fermeture.

Traitement du biogaz

Le biogaz produit sur site est valorisé en énergie électrique depuis août 2010 par 5 micro-turbines de 200 kW, complétée par 2 torchères d'une capacité unitaire de 500 et 700 m³/h pouvant assurer la destruction de la totalité du biogaz capté en cas d'arrêt de l'unité de valorisation.

Une installation de valorisation de la chaleur de 125 kW (module ORC : Cycle Organique de Rankine ou « Organic Rankine Cycle » en anglais) complète la valorisation du biogaz ; elle permet de récupérer et valoriser la chaleur générée par l'unité de valorisation du biogaz en la transformant en électricité.



L'exploitation de cette installation est totalement sous-traitée à la société DALKIA pour une durée de 15 ans (2010 – 2025).

Le fonctionnement des torchères est géré en manuel ou en automatique permettant un démarrage piloté par l'unité de valorisation du biogaz. Les automatismes ont été modifiés pour permettre un pilotage à distance, afin de contrôler les paramètres de fonctionnement et de pouvoir réaliser de la télémaintenance. L'entretien du système est réalisé par la société LES dans le cadre d'un contrat de prestation.

2.4. Collecte et traitement des lixiviats

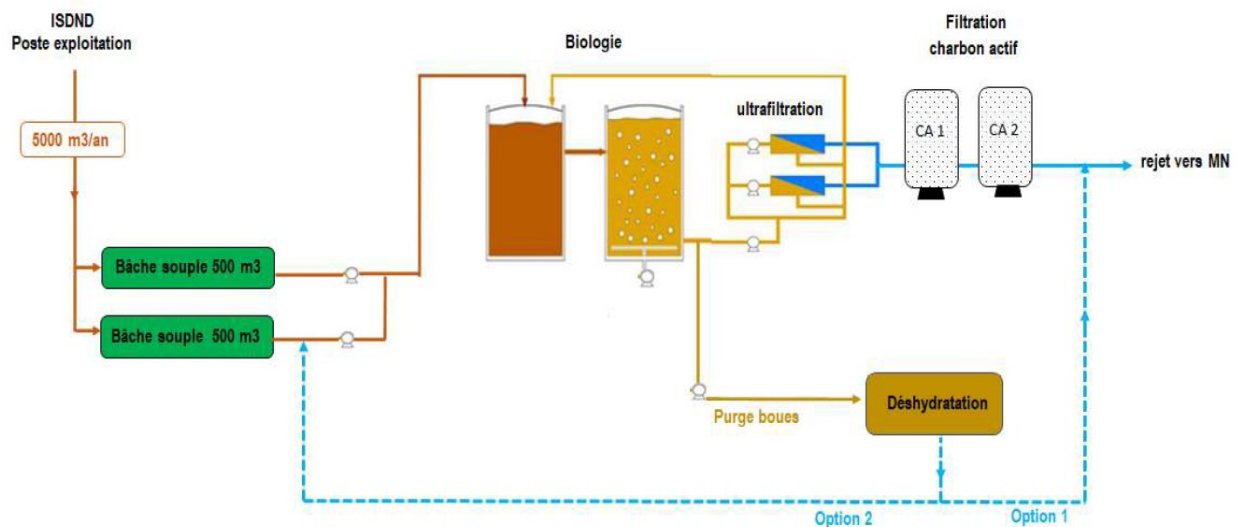
Chaque alvéole a été aménagée de telle manière que les lixiviats soient drainés de façon gravitaire vers un puits de reprise équipé d'une pompe pneumatique, fonctionnant de manière automatique avec un système de flotteur intégré.

Les lixiviats pompés sont drainés dans un bassin de stockage situé en partie sommitale et d'une capacité de 5 000 m³. Les lixiviats sont ensuite repris sur une unité mobile d'osmose inverse lors de campagnes ponctuelles de traitement. Ces opérations de traitement sont sous traitées à la société SERPOL.

Jusqu'en 2018, la société DELTA DÉCHETS était autorisé à réinjecter les concentrats. Depuis cette date, cette pratique est interdite ; les concentrats qui représentent 40 % du volume entrant sont stockés dans une citerne souple sur rétention. Ils sont repris par pompage dans une citerne ADR et transportés vers un exutoire final assurant leur élimination (GEPEIF – SARP INDUSTRIE à Saint-Fons).

La capacité de traitement de l'unité d'osmose inverse est de 35 000 m³/an. Compte tenu de la baisse de la production des lixiviats consécutivement à la mise en place de la couverture finale étanche, l'exploitant s'oriente vers une nouvelle technique pour le traitement des lixiviats, en concertation avec son sous-traitant. L'installation, d'une capacité de traitement de 5 000 m³/an, associe :

- un traitement biologique (l'étape de biodégradation élimine les composés organiques biodégradables et l'azote total),
- une filtration membranaire d'Ultra-Filtration (le système UF est utilisé pour éliminer les solides en suspension),
- un traitement de finition par charbon actif (le charbon est utilisé pour éliminer la DCO dure (récalcitrante) du perméat UF) :



Légende :

- NX : cuve de nitrification
- DN : cuve de dénitrification
- CAx : Filtre charbon actif

Figure III – Principe de fonctionnement de l'unité de traitement biologique des lixiviats.

Les perméats issus du traitement sont stockés en citernes souples pour réutilisation en arrosage ou renvoi vers le bassin Sud.

L'épuration biologique va générer inévitablement des boues liquides à purger. Ces dernières seront traitées au moyen d'une unité de déshydratation de type presse à vis. Les boues séchées seront stockées dans une benne fermée, avant élimination à l'extérieur.

L'unité de traitement comprendra :

- une pompe de transfert de lixiviat,
- un bioréacteur anoxique 80 m³,
- un bioréacteur aérobie de 80 m³,
- un système de filtration membranaire UF,
- une cuve de 25 m³ de substrat carboné,
- un automate avec un panel de commandes in situ et un contrôle déporté,
- 2 tours de charbon actif.

La station sera équipée d'un automate de contrôle, pilotable à distance et équipé d'un système d'alarmes, relié aux téléphones d'astreinte de l'entreprise sous-traitante SERPOL.

2.5. Proposition de plan de surveillance

Le plan de surveillance proposé par l'exploitant pour la période de post-exploitation est le suivant :

Biogaz

- Le contrôle des équipements de collecte du biogaz sera réalisé mensuellement.
- Le contrôle de la composition du biogaz sera réalisé semestriellement avec la mesure des paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂ et H₂S.

- L'ensemble des contrôles prévues dans le cadre de l'exploitation de l'unité de valorisation restent inchangés et sont réalisées par le prestataire Dalkia Biogaz.
- Les rejets atmosphériques des torchères seront contrôlés par un laboratoire agréé après 4 500 heures de fonctionnement.
- Une cartographie des émissions diffuses sera réalisée tous les 5 ans jusqu'à la fin de la post-exploitation.

Lixiviats

- Le contrôle des équipements de collecte des lixiviats sera réalisé mensuellement jusqu'au passage en gestion passive.
- Le contrôle des équipements de traitement des lixiviats sera assuré par le prestataire SERPOL suivant le plan de contrôles et de maintenance définis dans le contrat de sous-traitance.
- Le relevé du volume et les prélèvements pour analyses des lixiviats collectés seront réalisés semestriellement.

Eaux pluviales

- Une analyse semestrielle des eaux pluviales rejetées sera réalisée afin de garantir la conformité aux seuils de rejet définis dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Eaux souterraines

- Une analyse semestrielle des eaux souterraines superficielles (piézomètres) et profondes (forages) sera réalisée sur les paramètres suivants :
 - paramètres physico-chimiques : pH, redox, résistivité, DCO, MES, COT, conductivité, métaux totaux, azote (NO₂, NO₃, NH₄⁺, NTK), sulfate, chlorure, phosphate, potassium, magnésium, calcium, AOX, PCB, HAP, BTEX
 - paramètres biologiques : DBO₅ ;
 - paramètres bactériologiques : Eschérichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles.

Topographie

- Un relevé topographique annuel sera réalisé tous les ans pendant les 5 premières années, ce qui correspond à la période de fort tassement des déchets, puis tous les cinq ans.
- La stabilité des digues des bassins Sud et Est fera également l'objet d'un suivi spécifique, en effectuant semestriellement un relevé topographique de points fixes des ouvrages (plots béton).

2.6. Garanties financières

Conformément à l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, le centre de stockage d'Orange est subordonnée à l'établissement de garanties financières pendant la période de post-exploitation.

Le montant des garanties financières intégrant une actualisation des coûts est proposé par l'exploitant dans son dossier. Les montants proposés sont les suivants :

| Période | | | Montant HT | Montant TTC |
|---------|---|------|-------------|-------------|
| 2020 | à | 2024 | 1 116 842 € | 1 340 210 € |
| 2025 | à | 2029 | 903 184 € | 1 083 821 € |
| 2030 | à | 2034 | 850 742 € | 1 020 890 € |
| 2035 | à | 2039 | 844 332 € | 1 013 198 € |

| | | | | |
|------|---|------|-----------|-----------|
| 2040 | à | 2044 | 760 789 € | 912 947 € |
| 2045 | à | 2049 | 731 214 € | 877 457 € |

2.7. État de pollution des sols et des eaux souterraines

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables au centre de stockage.

En application des dispositions de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant présente dans son dossier une évaluation de l'état de pollution des eaux souterraines. Pour mémoire, un rapport de base avait été présenté dans le dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter, déposé en décembre 2014.

De la surface vers la profondeur, la nappe alluviale de la Meyne et la nappe des formations du Miocène constituent localement les deux grands niveaux d'aquifères. Ces deux aquifères sont indépendants l'un de l'autre car séparés par des formations imperméables épaisses de plus de 20 m. L'exploitant dispose d'un réseau de suivi de la nappe superficielle, comprenant 7 piézomètres, et un réseau de suivi de la nappe profonde, avec 3 forages (voir carte ci-dessous).

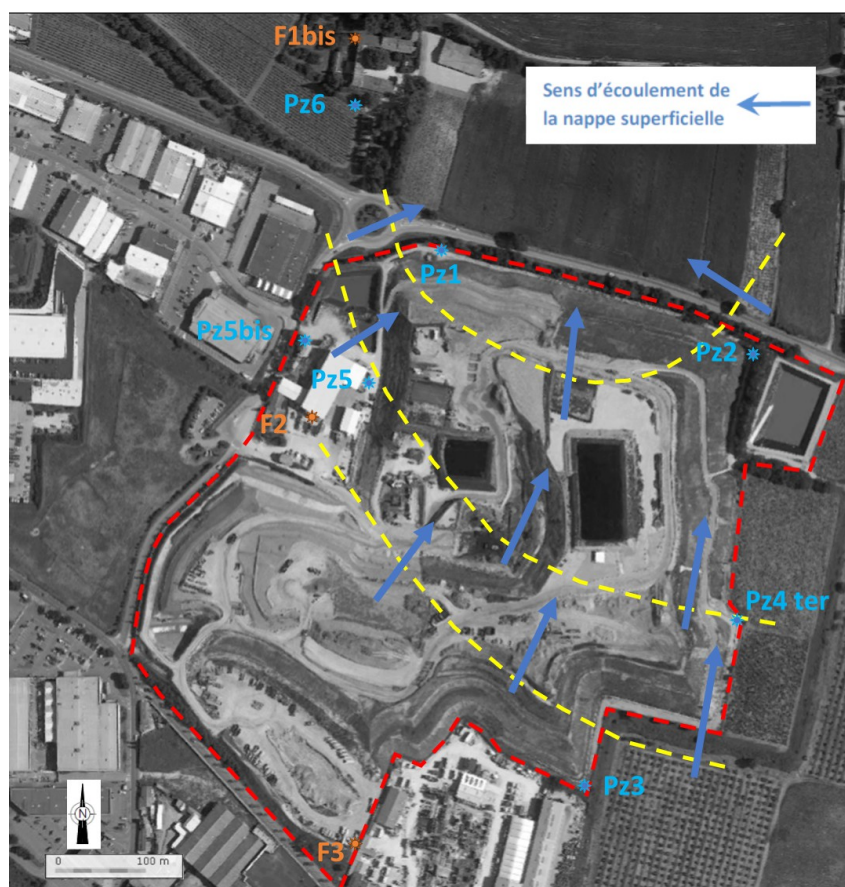


Figure IV – Vue aérienne du site présentant l'implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Le rapport de base produit en décembre 2014 faisait état des éléments suivants :

1. Concernant les eaux souterraines « superficielles », les résultats du suivi montrent une qualité relativement homogène pour les différents paramètres suivis, avec toutefois une dérive localisée au droit du Pz5 observée à partir de 2004 jusqu'en 2013 (notamment pour les paramètres tels que la conductivité, les chlorures et le sodium, les hydrogénocarbonates et l'azote Kjeldahl).

Ce piézomètre étant situé en aval et à proximité de l'ancien bassin de rétention des lixiviats, l'hypothèse d'une éventuelle fuite de lixiviats provenant du bassin a été envisagée. Il est à signaler que les piézomètres situés plus en aval (PZ1 et PZ6) ne présentaient pas d'évolution similaire. Un second piézomètre a donc été construit en 2010, à 60 m à l'Ouest, de l'autre côté du bassin lixiviats, le Pz5Bis, afin de vérifier cette hypothèse et délimiter la zone impactée par ces anomalies. Ce nouvel ouvrage a ainsi intégré le suivi trimestriel et permis de localiser plus précisément l'anomalie au niveau du PZ5.

Le bassin de rétention des lixiviats a finalement été déplacé. Les travaux de terrassement réalisés au niveau du bassin ont permis de visualiser des traces de lixiviats sous la membrane d'étanchéité. Après excavation et élimination des matériaux souillés en surface, le bassin a été comblé à partir de matériaux sains du site, en septembre 2014. Depuis, le suivi de la nappe superficielle montre une diminution de la dérive observée localement au niveau de Pz5 et Pz5Bis. Par ailleurs, le suivi réalisé en aval (Pz1 et Pz 6) ne présente pas de dérive.

2. Concernant les eaux souterraines profondes, les résultats du suivi mené depuis plus de 10 ans mettent en évidence une constance des paramètres physico-chimiques et ne montrent pas d'impact de l'activité du centre de stockage sur les eaux souterraines des formations du Miocène. »

En comparaison avec les données du rapport de base établi en 2014, les données de suivi des eaux souterraines depuis 2013 font état d'un niveau toujours supérieur au bruit de fond pour le PZ5 et le PZ5bis, mais avec une tendance moyenne à la baisse malgré des variations saisonnières de concentrations. Les résultats obtenus sur les autres ouvrages de surveillance permettent de conclure à une absence d'évolution entre les résultats du rapport de base de 2014 et ceux de la dernière année d'exploitation, soit 2019. Les résultats ne montrent pas d'impact significatif de l'installation sur les eaux souterraines en aval du site, dont les paramètres suivis respectent les critères de l'annexe 2 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la période de post-exploitation permettra de continuer à suivre différents paramètres et de s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu des eaux souterraines.

3. AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Une visite d'inspection a été réalisée le 15 juin 2020 sur le centre de stockage réaménagé. Cette visite n'a pas révélé d'incohérence entre les observations faites sur le terrain et les éléments examinés dans le dossier établi par l'exploitant. Le réaménagement est soigné. Il est à noter que l'exploitant a intégré plusieurs ouvrages non-prévus initialement dans le projet de réaménagement final, afin de mieux canaliser les eaux de ruissellement et éviter les ravines sur les talus du dôme. Ainsi, de nombreuses descentes bétonnées d'eau ont été mises en place sur la périphérie du dôme. Des enrochements ont également été ajoutés afin de ralentir la vitesse de l'eau à l'approche des descentes d'eau. Des passages à guet ou des avaloirs ont été ajoutés en pied des descentes d'eau sensibles pour absorber la vitesse de l'eau.

La collecte et l'évacuation des eaux pluviales se fera de manière entièrement automatisée et sans intervention humaine. Toutefois, un contrôle et une maintenance régulière des équipements de pompage, des vannes et des automatismes devront être réalisés. Ce point n'a pas été évoqué par l'exploitant dans son dossier.

Le traitement des lixiviats et la valorisation du biogaz sont entièrement sous-traitées à des entreprises extérieures. Les installations sont totalement autonomes et des moyens de sécurité ont été mis en place. Notamment pour la valorisation du biogaz, l'automate contrôle en continu l'unité de valorisation, et transmet les alarmes à la société sous-traitante. En cas d'anomalies sur l'installation, un message d'alerte est envoyé sur l'écran de supervision par l'automate, puis si l'anomalie persiste une procédure d'arrêt automatique est déclenchée et un message d'alerte est envoyé sur les téléphones d'astreinte. En cas d'arrêt de l'unité de valorisation du biogaz, les torchères prennent automatiquement le relai.

Dans son dossier, l'exploitant indique que l'unité de traitement des lixiviats par osmose inverse sera remplacée par une unité de traitement biologique, afin de s'adapter à la diminution du volume de lixiviats à traiter. La modification apportée sur le traitement des lixiviats ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Le suivi long-terme du centre de stockage est réglementé par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Il est prévu deux phases :

- **Une phase dite de post-exploitation** au cours de laquelle un programme de surveillance est mis en place, permettant de respecter les obligations suivantes :
 - l'entretien du bon état de la clôture et de la végétation présente sur le site ;
 - le contrôle des équipements de collecte et de traitement du biogaz et des lixiviats, qui s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;
 - la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique, qui s'appliquent durant toute la période. La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

| Analyses | Fréquence |
|---|-----------------|
| Volume de lixiviats collecté | Tous les 6 mois |
| Composition du lixiviat : pH, DCO, DBO ₅ , MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols | Tous les 6 mois |
| Volume et composition des eaux de ruissellement | Tous les 6 mois |
| Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂ , H ₂ O | Tous les 6 mois |
| Équipements de valorisation et de destruction du biogaz : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O ₂) | Tous les 6 mois |

D'une durée minimale de 20 ans, la phase de post-exploitation peut être prolongée de 5 ans supplémentaires si les conditions ne sont pas réunies (c'est-à-dire le bon état du réaménagement final et l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles) .

- **Une phase dite de surveillance des milieux** pendant une durée minimale de 5 ans (prolongée de 5 ans supplémentaires si nécessaire). Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés pendant la période quinquennale, tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des éventuelles autres mesures de surveillance prescrites, le Préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral.

Le programme proposé par l'exploitant dans son dossier répond aux dispositions minimales fixées par l'arrêt ministériel du 15 février 2016. L'Inspection propose toutefois de le compléter en ajoutant un contrôle et une maintenance régulière des équipements de collecte et de pompage des eaux de ruissellement.

Concernant les garanties financières, l'Inspection n'a pas de remarques à formuler par rapport aux montants calculés par l'exploitant.

En conclusion, l'Inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le Préfet de Vaucluse le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, qui acte :

- la modification du périmètre autorisé, compte tenu de la vente des deux parcelles sur lesquelles est situé le centre de tri (activité reprise par le groupe PAPREC) ;
- la modification du tableau de classement des activités ICPE, compte tenu du changement d'exploitant susmentionné et du fait que l'installation de stockage en post-exploitation ne relève plus de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;
- les dispositions réglementaires pendant la période de post-exploitation, notamment le programme de surveillance des rejets et de l'impact sur les milieux ;
- le montant des garanties financières ;
- les modifications apportées au traitement des lixiviats.

| Rédacteur : | Vérificateur : | Approbateur |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------|
| L'inspectrice de l'environnement | | |